

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Soldes-d-hiver-on-brade-les,20075>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez  
vous > Revue de presse > **Soldes d'hiver : on brade les déchets nucléaires ?**

**23 janvier 2011**

## **Soldes d'hiver : on brade les déchets nucléaires ?**

Un nouveau rapport concernant les déchets radioactifs a été publié mercredi 19 janvier 2011. Il émane de l'Office Parlementaire d'Évaluation des Choix Scientifiques et Technologiques (OPECST) et évalue le plan national triennal de gestion des matières et déchets radioactifs. Le Réseau "Sortir du nucléaire" tire des enseignements inquiétants de la lecture de ce rapport...

Pour les producteurs de déchets nucléaires, la rentabilité passe avant la sûreté de nos enfants et petits enfants. EDF SA, AREVA et le CEA, en voulant diminuer les fonds affectés au stockage des déchets radioactifs, jouent un jeu dangereux et irresponsable. MM. Christian BATAILLE et Claude BIRRAUX, députés et membres de l'OPECST, s'inquiètent de l'envie des industriels d'aller au moins coûteux, donc au plus expéditif, en matière de stockage des déchets les plus dangereux, de type FAVL et HMAVL. [1] "La crédibilité et la sécurité des projets d'enfouissement et de réduction des déchets nucléaires risquent d'être remises en cause par les industriels du secteur au nom de la rentabilité à court terme", s'est alarmé l'OPECST.

EDF SA, AREVA et CEA sont maintenant dos au mur face à la problématique insoluble des déchets nucléaires. Le nucléaire coûtera très cher à la collectivité, pendant très longtemps. Et il ne rapportera rien. Ainsi le projet d'enfouissement de Bure (Meuse) a vu fin 2010 son coût évalué à la hausse, passant de 15 milliards à 35 milliards d'euros. Et ce n'est qu'un site parmi les différents centres de stockage prévus. La recherche sur la transmutation, lancée par la loi de 2006 ne se concrétise pas, la Commission Nationale d'Évaluation ayant estimé en 2005 qu'« on ne dispose pas à ce jour d'un système dont la faisabilité technique en configuration de transmutation est démontrée ».. [2] Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle qu'il n'existe aucune solution pour les déchets nucléaires.

Une provision de 0,1 centime par kilowattheure consommé [3] a été dédiée à la gestion des déchets nucléaires... mais les zones d'ombre persistent sur le coût réel. En effet il est impossible d'anticiper les volumes exacts de déchets, l'organisation du démantèlement des centrales, les solutions à mettre en œuvre pour isoler la radioactivité sur des périodes dépassant la durée de la présence de l'Homme sur Terre. Cette provision insuffisante est pour le moment sous contrôle de l'État et des parlementaires. Mais qui contrôlera et décidera de l'affectation de ces fonds, si les producteurs deviennent seuls acteurs de l'aval du cycle nucléaire, comme le réclame EDF SA ? Face aux coûts exorbitants de la gestion des déchets, EDF SA, AREVA et le CEA bradent la sûreté pour maintenir à

flot une industrie en faillite. Nous sommes loin du monde idyllique vanté par la dernière publicité d'AREVA, toute à la gloire de la filière électronucléaire.

Les parlementaires auteurs de ce Rapport continuent à nier la place du citoyen/usager dans les choix énergétiques du pays. Ils "dénoncent le piège de l'unanimité qui pourrait être sous-tendu par la consultation publique" et, dans la perspective du débat public de 2013, "prônent un débat restreint avec les associations", "l'organisation de débats dans un lieu fermé, voire protégé". "(... ) le débat public, comme prévu, aurait bien lieu, puisqu'en pratique, toutes les parties prenantes non violentes pourraient s'exprimer". Des milliers de citoyens se voient imposer des sites de stockage de déchets à leur porte, sans la moindre consultation. Le droit à la parole des opposants est nié par les parlementaires, pourtant censés représenter la population. Pour survivre, le nucléaire ne supporte aucune remise en cause sociale, quel que soit le bien-fondé et la légitimité de celle-ci.

Pour les rapporteurs de l'OPECST, la dernière vague d'opposition catégorique aux projets d'enfouissement de déchets FAVL, en 2008/2009, se résume à l'action d'une poignée d'agitateurs. Pourtant la très grande majorité des conseils municipaux contactés (environ 3115) ont choisi de dire NON, au nom de principes moraux, et les habitants ont créé seuls les conditions d'un débat riche et multiple. Les gouvernements successifs jouent la carte de l'autisme sur le sujet, et cela ne peut plus durer.

Pour le Réseau "Sortir du nucléaire", le casse-tête des déchets nucléaires n'est résolu ni sur le plan pratique, ni sur le plan éthique. Il pèsera lourd sur l'avenir des générations futures et ne doit pas être traité au rabais. En ce qui concerne les millions de tonnes de déchets déjà existants, la réelle évaluation de leur impact sur le coût tant financier que social de l'électricité ne doit plus être remise à demain ! Face à l'impasse généralisée dans le monde, une seule solution s'impose : arrêter de produire des déchets nucléaires au plus vite, et lancer sans attendre la sortie du nucléaire.